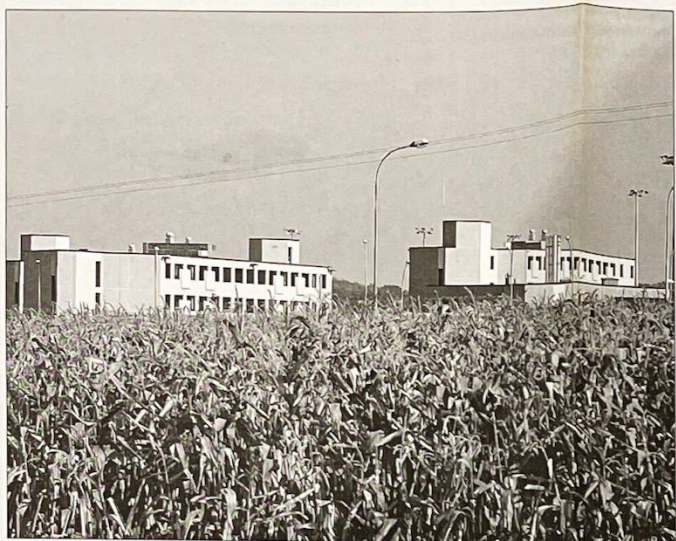


➤ Les détenus de Schrassig veulent se faire entendre

## Le dialogue s'installe, doucement



Sous des dehors champêtres, le centre pénitentiaire de Schrassig cèle de lourds maux

Voici deux semaines, deux détenus du Centre pénitentiaire faisaient parvenir au «Jeudi» une longue lettre de doléances. Depuis sa publication, les choses ont bougé... Un peu.

LAURENCE HART

La missive de quatre pages dénonçant des «dysfonctionnements» à la prison de Schrassig et mettant en cause le comportement de certains gardiens a fait des vagues dans le petit monde carcéral.

«Le personnel et la direction de la prison ont compris qu'il y avait une réelle nécessité de dialogue avec les détenus», analyse Sylvie Pétry, directrice adjointe du Centre pénitentiaire. «Cependant, l'entrevue qui a été immédiatement organisée avec les auteurs n'a pas révélé d'autres faits précis face à des accusations qui ont fait beaucoup

de mal dans les rangs des gardiens.»

Ce qui n'empêche pas la directrice adjointe de prendre au sérieux la démarche des détenus qui «montre toute la souffrance et la frustration liées à l'enfermement».

Dans un premier temps, la priorité est donnée au dialogue, mais «un dialogue constructif», que l'équipe de direction veut avant tout encadrer, organiser avec un ordre du jour précis, défini à l'avance, pour permettre de faire intervenir les principaux concernés et ne pas ramener le débat à des cas particuliers.

«Beaucoup de changements ont eu lieu récemment au sein de la prison et les détenus ont besoin d'être informés plus en détail de ce qui s'y passe», estime Sylvie Pétry.

### S'OUVRIR SUR L'EXTÉRIEUR

Ainsi, plusieurs psychologues et psychiatres du Centre neuropsychiatrique d'Ettelbruck proposent

des consultations en prison, parallèlement à un spécialiste en maladies somatiques et au service social interne récemment mis en place.

Sans oublier le projet «toxicomanie» lancé par le ministère de la Justice, en collaboration avec le Centre de prévention des toxicomanies ou la venue de professeurs

du ministère de l'Éducation nationale pour proposer des formations continues.

Autant de tentatives d'ouvrir la prison sur l'extérieur qui ne sont pas encore bien coordonnées et qui ne rassurent pas les détenus.

Si les efforts de la direction semblent réels, il n'est pour l'instant pas question d'ouvrir les réunions des groupes de parole à la presse, ni d'organiser un débat public avec le ministre de la Justice, comme le réclament les porte-parole autoproclamés des détenus.

Le problème de la formation des gardiens, longuement évoqué par les mêmes, est également un sujet brûlant pour la direction. Actuellement, ils sont recrutés au sein de l'armée après deux à trois ans de service militaire et effectuent ensuite un an de stage sous la direction d'un gardien expérimenté. «Nos effectifs sont trop réduits pour proposer une véritable école de gardiens» comme en connaît la police, par exemple», explique Carlo Reuland, directeur adjoint du CPL.

Les quelque cent soixante gardiens responsables des trois cent trente-deux détenus actuellement pris en charge à Schrassig se sentent donc souvent bien démuni face à un milieu de travail très stressant. «La lettre n'a pas été une réelle prise de conscience. Ces sujets nous sont connus depuis longtemps. C'est pourquoi nous avons déjà multiplié les possibilités de dialogue», conclut Sylvie Pétry.

### QUESTIONS EN SUSPENS

Voici les questions qui restent posées au ministre de la Justice.

1. Accepteriez-vous un débat public avec un comité de détenus?

2. Dans une optique de réinsertion, quelle est la formation dispensée aux gardiens de la prison de Schrassig?

3. Quelles sont les mesures que vous pouvez annoncer dans un avenir proche?

4. Les détenus affirment que les peines prononcées à Luxembourg sont plus lourdes que celles prononcées dans les autres pays européens. Qu'en est-il?

5. Aviez-vous écho des revendications des détenus avant ce communiqué de presse?

A Luc Frieden d'y répondre... s'il en trouve le temps.

### DIRECT

#### Pas de lièvre sur l'autoroute

En fait du lièvre qu'il croyait lever en visitant le chantier de la liaison routière avec la Sarre et ses plantations, le député ADR Gaston Gibéryen n'a soulevé qu'un peu de poussière. Non seulement, les dispositions légales en matière de marchés publics sont scrupuleusement respectées. Mais surtout, les montants en jeu - 12.000, 16.000, 41.000 et 24.000 euros pour les plantations effectuées de 1999 à 2002 par l'équipe d'«Objectif plein emploi» et 50.000 euros en 2002 par des entreprises privées - sont inférieurs aux marchés exigeant soumissions.

#### Livange-Peppange, le silence en 2003

Le même député a eu plus de chance en revenant à la charge auprès de la ministre des Travaux publics au sujet des nuisances sonores que subissent les riverains de l'A3. A hauteur de Peppange et Livange, la pose d'écrans antibruit est à l'étude et, Erna Hennicot s'y engage, «la mise en place de l'écran sera réalisée en 2003.»

#### Stop aux électrochocs

Xavier Bettel (DP) s'inquiète auprès du ministre de la Santé Carlo Wagner de l'éventuelle utilisation d'électrochocs dans les hôpitaux - notamment psychiatriques - du pays. Confusions, pertes de mémoire, traumatismes physiques, voire dommages irréversibles au cerveau résulteraient de cette technique controversée. Si tel était le cas, le ministre est prié de couper le courant. Sauf s'il adhère aux thérapies anthropologiques...

➤ L'OGB-L s'engage contre le stress au travail

## Zen attitude

L'OGB-L s'associe à la Ligue Luxembourgeoise d'hygiène mentale pour présenter un service de consultation contre le stress.

LAURENCE HART

Après que le conseil de gouvernement a définitivement rejeté la proposition de loi du socialiste Lucien Lux concernant le harcèlement moral vendredi dernier, c'est au tour de l'OGB-L de monter au créneau.

Mercredi, John Castegnaro a donc présenté au ministre du Travail un accord de partenariat avec la Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale pour la création d'un service de consultation contre le stress au travail. «Nous voulons nous attaquer au problème dans son ensemble, c'est pourquoi nous ne voulons pas réduire le concept au mobbing. De plus, nous souhaitons le traiter de façon professionnelle, avec des médecins et assistants sociaux», explique le président du syndicat.

Pas question, donc, de cloner l'initiative Mobbing ASBL du concurrent LCGB.

Le service, qui ne devrait voir le jour qu'à partir de l'année prochaine - le temps de débloquer des crédits auprès des ministères concernés: Travail, Santé et Sécurité sociale -, aura une vocation nationale et pourra être consulté librement et anonymement.

Ses missions principales seront l'écoute, le conseil, mais aussi la prévention, à travers l'organisation des séminaires ou d'actions de sensibilisation dans les entreprises.

### UN COÛT POUR LA SOCIÉTÉ

Pourtant, selon John Castegnaro, cette initiative ne devra pas dispenser le gouvernement de légiférer un jour sur la prévention du stress au travail, «un problème social mais aussi politique qui a de grandes répercussions sur l'économie». Ainsi, au Luxembourg, plus de 11 millions d'euros de médicaments ont été prescrits en 2000 sous forme de psycholeptiques et de psychoanaleptiques (tranquillisants, somnifères...).

Preuve que le mal-être est bien réel.

venez partager avec nous...

... la passion du carrelage

betchet céramic

22a, Zone Artisanale  
B-6700 Weyler/Arion  
(E 411 - sortie 32)  
Tél. +32 63 22 88 04  
Fax +32 63 23 48 10  
www.betchet-ceramic.be

le spécialiste